

ROYAUME DU MAROC



المملكة المغربية

Ministère de l'Economie et des Finances

وزارة الاقتصاد والمالية

Le Ministre

الوزير

**Discours de Monsieur le Ministre
de l'Economie et des Finances
lors de la séance d'ouverture
du Forum des affaires**

Thème : « Libérer le potentiel »

Skhirat, le 04 novembre 2015

Monsieur le Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Madame la Présidente de la Confédération générale des entreprises du Maroc

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs, Honorable assistance,

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue, au Royaume du Maroc, au Président de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et à Mesdames et Messieurs les Ministres de la Jordanie, la Tunisie et de l'Egypte ainsi qu'aux membres des différentes délégations prenant part à cet important événement.

Je voudrais ensuite remercier la BERD pour l'intérêt croissant qu'elle ne cesse d'accorder à la région du Sud et de l'Est de la Méditerranée (SEMED) et à la consolidation des relations de coopération avec les pays de la région et je me réjouis du choix porté sur mon pays pour accueillir le 1^{er} Forum des affaires dans cette région.

Je me réjouis également de la pertinence de la thématique qui sera débattue lors de ce forum, à savoir « libérer le Potentiel », thématique qui représente la question qui nous interpelle tous aujourd'hui : gouvernement, secteur privé et société civile.

Mesdames et Messieurs,

L'adoption très tôt du libéralisme économique comme modèle de développement dans notre région nous a permis de réaliser une croissance régulière dans un cadre macroéconomique maîtrisé qui a pu absorber les chocs d'un contexte international en pleine mutation. Ce modèle n'a pas pu, toutefois, élever le développement socioéconomique de nos pays au niveau des enjeux et défis auxquels nous sommes confrontés et dont le principal reste l'aspiration de nos populations au bien-être et à un lendemain meilleur.

Dans cette configuration, nous sommes conscients que ce n'est pas tant la nature du modèle économique qui est en cause, mais c'est plutôt le cadre propice qui permet à ce modèle de mettre en valeur toutes ses potentialités qui nous a fait défaut.

Aujourd'hui, l'équation de la croissance et du développement est claire. Il ne s'agit pas seulement de stimuler l'accumulation du capital mais plutôt et au-delà de faire en sorte que toutes les forces vives de nos populations soient impliquées dans le processus. Il s'agit également de repérer toutes les sources de croissance potentielles, qu'elles soient géographiques, climatiques ou naturelles. Et enfin de faire en sorte que l'entrepreneuriat puisse se développer et promouvoir l'innovation et la diffusion des connaissances.

La libération de ce potentiel nécessite en effet de mettre en place un projet sociétal intégré et multidimensionnel qui inclut à la fois les questions politiques, sociales et économiques devant permettre aux «énergies» de se manifester et de s'épanouir.

L'avènement en 1999 du règne de Sa Majesté Mohammed VI a posé les jalons de ce cadre propice en imprimant un nouveau rythme à la vie politique, en mettant l'inclusion sociale au cœur de notre projet de

développement et en modernisant l'environnement institutionnel. Avec en parallèle la promotion des secteurs pour lesquels nous disposons d' un fort potentiel.

Sur le plan politique, le Maroc a développé un projet de société démocratique et moderne.

Ce projet trouve son essence dans la consolidation de l'Etat de droit et des institutions, la reconnaissance de la pluralité culturelle, la réconciliation des marocains avec leur histoire contemporaine, la constitutionnalisation des instances en charge de la bonne gouvernance, la réforme de la justice, la mise en place du Conseil de la Concurrence, l'élargissement du champ des libertés individuelles et collectives et surtout la garantie de leur exercice,

Ce projet politique vient d'être consolidé avec le lancement de la régionalisation avancée à travers l'adoption et la mise en œuvre des lois organiques régissant les régions dans l'objectif de les doter de compétences élargies pour en faire des centres de politique de proximité.

Cette régionalisation avancée s'accompagne par l'octroi aux régions de moyens financiers conséquents dans la finalité d'assurer un développement territorial équilibré et de faire de la région un moteur de croissance inclusive. A ce titre, la loi de finances 2016 a déjà octroyé de nouvelles ressources aux régions et doublé leur part dans les impôts sur le revenu et sur les sociétés dans l'objectif à terme de le quintuplé.

Sur le plan social, l'action du Maroc, sous l'impulsion de Sa Majesté le Roi, cible la promotion de l'égalité des chances à travers l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base, le développement de l'activité économique des populations démunies et l'instauration de filets de sécurité sociale pour cette population.

Ainsi, le Maroc poursuit ses efforts en matière d'investissement dans les services sociaux de base susceptibles de libérer le potentiel des populations démunies et de donner leurs chances aux couches sociales vulnérables. Je peux citer à ce titre les investissements dans la santé, l'éducation, les routes rurales, l'accès à l'eau potable et à l'électricité et j'en passe.

L'initiative Nationale de Développement Humain a, pour sa part, mis en place une stratégie et des outils dédiés au développement des activités génératrices de revenus pour cette population. L'amélioration de l'accès aux services financiers de base dans le cadre d'une stratégie d'inclusion financière, essentiellement à travers la bancarisation, l'éducation financière et le développement de la micro-finance, offre des solutions de financement pour consolider et renforcer ces activités.

Enfin, l'instauration de filets de sécurité sociale à travers plusieurs projets structurants, tels que l'Assurance Maladie Obligatoire, le RAMED ou le programme Tayssir pour l'éducation, est venu apporter des solutions à la précarité de cette population.

Sur le plan économique, l'action des pouvoirs publics s'appuie sur la mise en place d'un environnement favorable à la libération de l'initiative privée à travers des réformes institutionnelles structurelles, le déploiement d'un vaste programme d'infrastructure qui permet l'accès aux marchés et l'adoption de stratégies sectorielles qui donnent une visibilité aux opérateurs économiques privés, libèrent le potentiel des secteurs stratégiques du pays et font émerger de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée.

Les réformes initiées ont principalement ciblé (i) la consolidation des équilibres macroéconomiques, (ii) la modernisation du secteur financier, (iii) l'intégration à l'économie mondiale, (iv) le désengagement progressif de l'Etat de l'activité économique au profit du secteur privé et (v) l'amélioration de l'environnement des affaires, de l'investissement et de la concurrence.

Le programme ambitieux d'infrastructure comprend notamment le développement d'un grand réseau d'autoroutes, l'expansion des chemins de fers et le lancement des lignes à grandes vitesses, la mise en place de grandes infrastructures portuaires à la fois sur le versant méditerranéen, avec notamment les grands ports de Tanger Med et Nador West Med, et le versant atlantique, et le développement des aéroports.

Pour ce qui est des stratégies sectorielles, je voudrais citer le Plan Maroc Vert qui s'est attaqué au secteur stratégique de l'agriculture pour développer à la fois une agriculture moderne et à forte valeur ajoutée et promouvoir l'agriculture solidaire au profit des petits agriculteurs. La stratégie énergétique a pour sa part initié des projets structurants pour libérer notre potentiel énergétique à travers notamment le développement de grandes stations d'énergie solaire et éolienne. Avec la stratégie industrielle, le Maroc a vu l'émergence de nouveaux secteurs industriels à fort potentiel de croissance, tels que l'automobile, l'aéronautique et l'électronique qui ont opéré une refonte en profondeur des structures de production nationales et de la composition de nos exportations.

Mesdames et Messieurs,

Grâce à ces réformes et chantiers, le Maroc entend, outre les acquis socio-économiques indéniables déjà réalisés, relever les défis de la modernisation du pays, sa démocratisation et la diversification de son tissu productif vers des secteurs à forte valeur ajoutée pourvoyeurs d'emplois et contribuant au renforcement de la cohésion sociale et spatiale.

Permettez-moi, dans ce cadre, de rappeler que la communauté internationale s'est tournée vers la BERD pour qu'elle soutienne les pays SEMED dans leur transition vers un modèle de développement durable, équitable et inclusif.

L'ensemble des actions que j'ai citées sur les plans politique, social et économique ont justement pour objectif de mettre en place un environnement institutionnel favorable à cette transition en libérant les forces vives du pays dans toutes leurs composantes. L'atteinte des objectifs de cette transition dépendra essentiellement de l'initiative privée de nos entrepreneurs et de leur capacité d'innovation que l'Etat se doit d'accompagner.

La BERD est appelée à accompagner cette transition (i) en promouvant et renforçant les mécanismes de l'économie de marché au sein de notre région, (ii) en accompagnant les réformes lancées par les pays de la région notamment en matière de développement d'un secteur financier solide et profond et d'un environnement des affaires favorable et (iii) en proposant des solutions de financement innovantes et adaptées aux problématiques de la région.

Pour conclure, je souhaite plein succès aux travaux de ce Forum et suis convaincu de l'importance de l'apport de tous les partenaires ici présents en termes de recommandations pour répondre aux défis et priorités de la région et être à la hauteur des aspirations de nos populations.

Je vous remercie